
N^o. XXXIV.

L'AMI DU PEUPLE
OU

LE PUBLICISTE PARISIEN,
JOURNAL POLITIQUE ET IMPARTIAL;

Par M. MARAT, Auteur de L'OFFRANDE A
LA PATRIE, du Moniteur, et du PLAN DE
CONSTITUTION, etc.



Vitam impendere vero.

Du Mardi 10 Novembre 1789.

Suite de la dénonciation contre les représentans de
la Commune de Paris. — Décret précipité sur la
Loi Martiale. — Glorieux arrêté du district de
Saint-Martin-des-Champs, relatif à cette Loi. —
Réflexions et Observations du Rédacteur.

PROJET DE LA LOI MARTIALE.

LORSQUE la sûreté publique sera exposée par les
attroupemens, les officiers municipaux proclame-
ront la loi martiale qui les défend. Si ces attroupe-

F

mens continuent, ils arboreront le drapeau rouge, et publieront dans tous les carrefours la défense de s'attrouper, en enjoignant au peuple, par trois publications, de se retirer. A la première et à la deuxième, on dira : On va faire feu, que les bons citoyens se retirent ; à la dernière : On va faire feu.

Si le peuple se retire sans résistance, les seuls instigateurs seront punis ; si au contraire il ne se retire pas, les instigateurs seront condamnés à un an de prison, s'ils sont sans armes ; à trois ans, s'ils sont armés ; et à la mort, s'ils ont exercé des violences.

Au rétablissement du calme, le drapeau rouge disparaîtra, et on lui substituera le drapeau blanc, qui sera exposé pendant huit jours.

Les officiers municipaux, avant d'arborer ce drapeau rouge, demanderont au peuple la cause de ces attroupemens ; et, s'il avoit des raisons à alléguer, il nommeroit six députés pour exposer à ses officiers les motifs de ces plaintes. *

FUNESTES SUITES DE CE DÉCRET.

Non, il n'est point de malheurs qu'on n'ait sujet d'attendre de ce funeste décret ; point d'attentats dont il ne soit la source.

En ordonnant aux troupes de marcher contre les citoyens assemblés, il anéantit la nation, qui n'existe que par la réunion des individus. En sévissant contre

* Cette loi a été présentée à la sanction, et le roi l'a sanctionnée le même jour.

les officiers et les soldats qui refuseront d'opprimer leurs frères , il divise les citoyens ; il les oppose les uns aux autres , et les met aux prises pour s'entrégorger.

DÉCRET PRÉCIPITÉ SUR LA LOI MARTIALE.

Quelle furie infernale a donc repandu sur les représentans de la commune son souffle empoisonné ! Insensés ! croyez-vous que c'est un bout de toile rouge qui vous mettra à couvert des effets de l'indignation publique ; croyez-vous que ce sont quelques satellites dévoués qui vous défendront de la juste fureur de vos concitoyens. Le peuple ne se vend jamais , et l'armée ne se vendra plus. Soudoyée par le Prince , elle s'est donnée à la nation ; soudoyée par la municipalité , elle se donnera au peuple. C'est le vœu de la raison , c'est le fruit des lumières. Vos menées ne frappent encore que les yeux exercés du philosophe ; mais bientôt elles frapperont ceux de la multitude. Déjà elle sent la dureté de votre joug ; déjà elle vous accuse de ses malheurs ; et , si elle vient à vous surprendre en faute , elle s'abandonnera à son désespoir , et c'en est fait de vous pour toujours. Souvenez-vous des Décemvirs ; leur regne fut de courte durée ; le vôtre sera de plus courte durée encore : vous avez imité leur conduite criminelle , je vous prédis la même fin.

Mû par des motifs que j'espère pouvoir dévoiler un jour , le comte de Mirabeau avoit proposé une loi martiale contre les attroupemens. On a

profité de l'émeute de la veille pour faire sentir la nécessité de reprendre la discussion de cette motion. Les députés de la commune de Paris s'étoient présentés deux fois dans le même jour, pour en presser le décret, lorsque le comité de constitution en a soumis le projet à l'Assemblée, qui l'a adopté, après un léger amendement, et l'a immédiatement envoyé à la sanction. Peu-à-près les députés de la commune de Paris se sont présentés une troisième fois, pour demander à l'assemblée de suspendre l'exécution de la procédure criminelle, et de conserver à la juridiction prévôtale ses anciennes attributions *. Plusieurs membres se sont élevés contre cette demande qui portoit atteinte aux décrets passés. Le Président leur a répondu que l'assemblée examinerait leur proposition, et la séance a été levée.

DISTRICT SAINT-MARTIN-DES-CHAMPS,

23 octobre 1789.

L'assemblée desirant que l'on s'occupât de l'examen de la loi martiale, M. Martin, citoyen de ce District, fut engagé par différens membres à

* C'est-là un réchauffé de la tentative que le ministère a faite, il y a près de deux mois, pour attribuer à la prévôté la connoissance des émeutes et attroupemens. Le plan du cabinet est constant; mais il passe par différentes mains, comme une pièce de fausse monnoie, que des frippons cherchent à couler.

rediger un projet d'arrêté, ce qu'il fit à-peu-près en ces termes : l'assemblée considérant que la commune a le droit d'admettre ou de refuser dans son sein l'exercice d'une loi de haute-police, et considérant les inconvéniens qui pourroient résulter de l'exécution de la loi martiale, a arrêté que cette loi martiale ne seroit pas exécutée, et que le présent arrêté seroit communiqué aux cinquante-neuf autres districts, pour avoir leur adhésion sur cet objet.

Sur quoi un membre proposa cet amendement, que jusqu'à ce que la loi fut retirée, les citoyens du district s'abstiendroient de porter l'habit d'uniforme.

Enfin le vice-président proposa de députer à la ville, pour demander aux représentans de la commune les motifs qui les avoient déterminés à solliciter à deux reprises consécutives la loi martiale, et de les sommer de se retirer pardevant l'assemblée nationale, pour la supplier de retirer cette loi.

M. Martin fut nommé membre de la députation qui devoit se rendre aujourd'hui 24 à l'Hôtel-de-Ville ; mais dans la nuit du 23 au 24, un détachement de près de cinquante hommes est venu pour enlever M. Martin, qui a eu le bonheur de s'échapper, et qui va porter sa réclamation ce soir à l'Assemblée générale de son district.

RÉFLEXIONS DU REDACTEUR.

Quelles qu'aient été les raisons de sagesse qui ont motivé cet arrêté, il est glorieux pour le district

qui l'a fait , et les autres districts ne peuvent que se couvrir de gloire en l'adoptant.

Je vois avec plaisir les attentats multipliés de l'Hôtel-de-Ville de Paris : ils doivent infailliblement mener à sa chute l'indigne faction des aristocrates qui y domine. Cette chute est prochaine : puisse-t-elle ne pas être remise à demain.

OBSERVATIONS DU RÉDACTEUR.

Les citoyens timides , les hommes qui aiment leur repos , les heureux du siècle , les sangsues de l'état , et tous les frippons qui vivent des abus publics , ne redoutent rien tant que les émeutes populaires : elles tendent à détruire leur bonheur , en amenant un nouvel ordre de choses. Aussi s'élèvent-ils sans cesse contre les écrits énergiques , les discours véhémens , en un mot contre tout ce qui peut faire vivement sentir au peuple sa misère , et le rappeler à ses droits.

C'est la morale des hommes constitués en dignité et en puissance. Au milieu des abus de l'autorité et des horreurs de la tyrannie , ils ne parlent que d'apaiser le peuple , ils ne travaillent qu'à l'empêcher de se livrer à sa juste fureur. Ils ont pour cela de puissantes raisons ; et de plus , un prétexte bien propre à faire impression sur les hommes bornés , mais qui n'en impose pas aux hommes instruits ; je parle des scènes tragiques dont les insurrections sont presque toujours accompagnées.

Quelle que soit la terreur qui remplit leur ame ,

et qu'ils cherchent à faire passer dans celle des autres , voici quelques réflexions qui contribueront à rassurer les esprits judicieux.

D'abord , le peuple ne se soulève que lorsqu'il est poussé au désespoir par la tyrannie. Que de maux ne souffre-t-il pas avant de se venger ! Et sa vengeance est toujours juste dans son principe , quoiqu'elle ne soit pas toujours éclairée dans ses effets ; au lieu que l'oppression qu'il endure n'a sa source que dans les passions criminelles de ses tyrans.

Et puis , est-il quelque comparaison à faire entre un petit nombre de victimes que le peuple immole à la justice , dans une insurrection , et la foule inombrable de sujets qu'un despote réduit à la misère , ou qu'il sacrifie à sa fureur , à sa cupidité , à sa gloire , à ses caprices ? Que sont quelques gouttes de sang que la populace a fait couler , dans la révolution actuelle , pour recouvrer sa liberté , auprès des torrens qu'en ont versé un Tibère , un Néron , un Caligula , un Caracalla , un Comode ; auprès des torrens que la frénésie mystique d'un Charles IX en a fait répandre ; auprès des torrens qu'en a fait répandre la coupable ambition d'un Louis XIV ? Que sont quelques maisons pillées un seul jour par la populace , auprès des concussions que la nation entière a éprouvées pendant quinze siècles sous les trois races de nos rois ? Que sont quelques individus ruinés , auprès d'un milliard d'hommes dépouillés par les traitans , par les vampires , les dilapidateurs publics ?

Mettons de côté tout préjugé ; et voyons.

La philosophie a préparé, commencé, favorisé la révolution actuelle ; cela est incontestable : mais des écrits ne suffisent pas ; il faut des actions : or, à quoi devons-nous la liberté, qu'aux émeutes populaires ?

C'est une émeute populaire, formée au Palais royal, qui a commencé la défection de l'armée, et transformé en citoyens deux cents mille hommes dont l'autorité avoit fait des satellites, et dont elle vouloit faire des assassins.

C'est une émeute populaire, formée aux Champs-Elysées, qui a éveillé l'insurrection de la nation entière ; c'est elle qui a fait tomber la Bastille, conservé l'assemblée nationale, fait avorter la conjuration, prévenu le sac de Paris, empêché que le feu ne l'ait réduit en cendres, et que ses habitans n'aient été noyés dans leur sang.

C'est une émeute populaire, formée au Marché-neuf, à la halle, qui a fait avorter la seconde conjuration, qui a empêché la fuite de la maison royale, et prévenu les guerres civiles qui en auroient été les suites trop certaines.

La suite l'Ordinaire prochain.

On souscrit à Paris, chez DUFOUR, rue des Cordeliers, N^o. 6.

Le prix de la Souscription est de 12 liv. pour trois mois, franc de port par la Poste.

DE L'IMPRIMERIE PATRIOTIQUE.